

Le catalyseur

"Des entrepreneurs engagés !"

Lettre d'information de France Chimie Île-de-France N°112 - Janvier 2021

**FRANCE
CHIMIE**
ÎLE-DE-FRANCE

LA CHIMIE, AU CŒUR DES PRIORITÉS !

Gaëtan Rudant, Directeur régional, DIRECCTE Île-de-France

L'année 2020 s'annonçait favorable lorsque éclata une crise sanitaire sans précédent. Le gouvernement décidait alors de confiner la population stoppant ainsi des pans entiers d'activité. Si l'industrie chimique n'a pas été épargnée, elle a cependant bien résisté.

A la différence de l'aéronautique ou de l'automobile, la chimie a continué à fonctionner à 75% de ses capacités.

Elle a aussi fait preuve d'une réactivité exemplaire : gels, respirateurs, oxygène, masques... Les acteurs de la chimie se sont mobilisés avec ceux qui étaient au front en première ligne.

Au-delà de cet élan de solidarité salué, c'est la perception du rôle vital de la chimie pour la sécurité alimentaire et sanitaire dont la société prenait soudain conscience. Dépendance pour les médicaments d'urgence, risques de pénurie associés, c'est la souveraineté sanitaire qui est en jeu.

La volonté des pouvoirs publics de relocaliser les fabrications essentielles ouvre des opportunités pour la chimie.

Le plan « France relance » est une occasion unique pour dynamiser notre industrie, accélérer sa décarbonation, développer la chimie verte et l'économie circulaire.

Pour relever ces défis, la digitalisation est la clé de la compétitivité future.

La formation et l'alternance doivent être intensifiées pour assurer le renouvellement des compétences et répondre aux nouveaux enjeux. D'ores et déjà la chimie a maintenu ses recrutements d'alternants en dépit de la crise.

En 2020, l'équipe de France Chimie Île-de-France n'a pas ménagé ses efforts pour vous assurer une disponibilité sans faille pendant la crise malgré les difficultés. Elle est à votre écoute et à votre service cette année encore pour vous accompagner avec efficacité.

Bonne année 2021 !

Pierre-Etienne Dehon
Président
France Chimie Île-de-France

Depuis le début de la crise sanitaire, le secteur de la chimie a maintenu une activité supérieure à la moyenne de l'industrie, illustrant son rôle majeur dans les chaînes d'approvisionnement de la santé, l'hygiène et l'agro-alimentaire.

Les entreprises du secteur se sont en effet fortement mobilisées pour réorienter une partie de leur production de manière à compléter la production de gel hydro-alcoolique des fabricants traditionnels et ont contribué à la mise en place de filières de production de masques, visières et tests.

Elles ont ainsi été un levier essentiel de la résilience de l'économie française.

**L'Etat mobilisé
aux côtés des
entreprises**

Malgré ces efforts, le secteur de la chimie, constitué à 90% de PME/TPE, n'en est pas moins impacté par la crise économique liée au COVID-19.

Le plan « France Relance » vise à faciliter l'accès des TPE, PME et ETI du secteur industriel aux subventions, programmes de soutien, appels à projets et mesures favorisant l'embauche de jeunes.

L'ampleur et la diversité des dispositifs représentent ainsi pour les acteurs de la chimie une source d'opportunités en termes d'investissement de modernisation, de compétitivité et de compétences, pour assoir durablement les entreprises dans un contexte de forte concurrence internationale.

Les ETI et PME du secteur peuvent ainsi mobiliser six grands fonds de soutien pour investir dans leur outil de production.

Que ce soit par le soutien à l'investissement, l'accompagnement de projets structurants pour les territoires, l'accélération de la

décarbonation ou la montée en gamme par la diffusion du numérique, les entreprises de la chimie sont directement concernées par les mesures du plan « France Relance » et

doivent s'y inscrire avec volontarisme.

L'Etat favorise également l'embauche de jeunes talents à travers une aide directe à l'employeur compensant une part du salaire et des cotisations sociales et allant jusqu'à 4 000 euros par salarié.

Une aide exceptionnelle de 5 000 euros est instaurée pour le recrutement d'un mineur en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

Cette aide atteint 8 000 euros pour un apprenti de plus de 18 ans.

Toute crise est une source d'opportunité lorsqu'elle est surmontée.

Parce que la reprise économique passera par l'industrie, les dispositifs mis en place par l'Etat, feront de la relance une réussite collective face aux enjeux de ces prochaines années.

Les entreprises de la chimie ont un rôle tout particulier à jouer dans la reconquête de la souveraineté sanitaire de la France et l'Etat sait qu'elles prendront toute leur place dans la mise en œuvre de cette ambition nationale.

UN NOUVEAU SOUFFLE !

REPÈRE

L'apprentissage évolue, dans ses moyens, son image, son fonctionnement, sa gouvernance et son attractivité.

La réforme de 2018 dans le cadre de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » a eu pour objectifs de donner un nouveau souffle à l'apprentissage, simplifier son fonctionnement, sécuriser et rendre plus transparent son financement, associer directement les entreprises aux choix des formations pour mieux répondre aux besoins de compétences et faciliter la création de nouveaux CFA (Centre de Formation par l'Apprentissage)

Créée début 2019, « France Compétences » est l'instance de gouvernance en charge du financement et de la régulation de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Son fonctionnement quadripartite est constitué de l'État, des Régions, des organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatifs au niveau national et interprofessionnel, et de personnalités qualifiées. « France compétences » a aussi un rôle clé dans la transformation de l'offre de formation, en concertation avec les branches professionnelles.

UNE ANNÉE EXCEPTIONNELLE

Quelques évolutions marquant la rupture avec le modèle précédent :

- un référentiel de prise en charge des formations, en concertation avec les branches est dorénavant fixé et diffusé pour en sécuriser le financement ;
- l'âge limite pour s'engager dans l'apprentissage passe de 26 à 30 ans ;
- la création de nouveaux CFA est facilitée comme par exemple les CFA d'entreprises ;

- une partie de la formation pourra s'effectuer dans un autre pays européen ;
- le périmètre d'action possible pour un CFA n'est plus limité à la région.

Le Ministère du travail a présenté un premier bilan sur l'année 2019.

En moyenne, les 6 années précédentes, avec des hauts et des bas, sont restées à un niveau stable d'apprentis, par contre, 2019 a été une année exceptionnelle avec + 16 % d'effectifs. A n'en pas douter, la réforme a eu un impact sur ces résultats.

La simplification des conditions de création de nouveaux CFA a fait passer leur nombre de 965 en 2018 à 1200 en 2019. La quasi-totalité des départements ont vu leurs effectifs apprentis augmenter.

L'apprentissage touche tous les niveaux de formation du CAP au BAC +5/6 avec une progression moyenne depuis plusieurs années vers les niveaux de formation les plus élevés. Toutefois, 2019 a vu les effectifs d'apprentis croître à nouveau dans le secondaire (CAP - Bac pro).

Le regard porté sur l'apprentissage est aussi en train d'évoluer positivement, en particulier auprès des parents et des jeunes. En 2019, 71 000 élèves en fin de 3ème ont formulé des vœux d'orientation vers l'apprentissage ce qui marque aussi une rupture par rapport au passé.

LES CONDITIONS DE RÉUSSITE

La rigueur et la qualité de l'accompagnement de l'apprenti

tout au long de son parcours sont primordiales pour sa réussite. Cet accompagnement personnalisé est l'un des points forts de l'apprentissage. L'accompagnement repose sur 3 acteurs principaux, le tuteur pédagogique dans l'établissement d'enseignement, le maître d'apprentissage au sein de l'entreprise, et le CFA représenté par ses différents experts. Le couple tuteur pédagogique-maître d'apprentissage se doit d'accompagner de façon coordonnée l'apprenti tout au long de son parcours, sur la base d'un projet formalisé et partagé.

L'apprentissage, une formation d'excellence

L'excellence de ce travail d'équipe au bénéfice de

l'apprenti est chaque année valorisée et récompensée au Village de la Chimie par l'attribution du « Lavoisier de l'apprentissage » à chacun des 2 acteurs sélectionnés.

Pour sa part, de la sélection de l'apprenti à l'emploi, le CFA a un rôle majeur d'organisation, d'information, de gestion, de facilitateur et de suivi auprès de l'apprenti et des autres acteurs.

SCIENCES ET APPRENTISSAGE

L'apprentissage est particulièrement bien adapté à la formation et l'acquisition des compétences dans le domaine des sciences telles que chimie, biologie, physique... en raison de leur caractère expérimental. Les allers-retours entre les apprentissages théoriques de l'établissement d'enseignement et les expérimentations en entreprise permettent de faire un lien concret et permanent entre concept et application ou entre application et concept, c'est la base d'un esprit scientifique bien fait.

Gérard Roussel
Président
AFI 24 (CFA Scientifique)

« SANS MASQUES, NI BARRIÈRES ! »

France Chimie Île-de-France, le CFA AFI24, les entreprises, les écoles et universités, l'ensemble des partenaires fidèles au Village de la Chimie depuis plus de 15 ans pour la promotion des métiers et de l'alternance dans la Chimie ne peuvent se résigner à subir la crise sanitaire.

Ils ont décidé contre vents et marées d'organiser le **18^{ème} Village de la Chimie** « sans masques ni barrières », interactif et digital, **le vendredi 12 mars 2021 sur Internet.**

Une plateforme en cours de finalisation permettra en quelques clics aux visiteurs de visualiser en 3D les nombreux stands entreprises, écoles et universités inscrits au Village de la Chimie VR 2021.

Comme en présentiel, les classes et leurs enseignants, les jeunes et leurs parents pourront échanger à loisir avec les professionnels et les professeurs présents en live sur les stands.

De même, ils pourront participer à de nombreuses conférences en direct ou enregistrées.

Dit autrement le Village de la Chimie 2021 est un vrai Village avec la même ambition forte « l'emploi des jeunes et l'alternance dans la Chimie ».

Il nous appartient Tous d'en faire un Grand Succès.

Nous avons besoin de Vous pour réussir cette nouvelle aventure !

Inscrivez-vous sans tarder au Village de la Chimie VR 2021, c'est un beau projet.

La Chimie le vaut bien !

Gilles le Maire
Délégué Général
villagedelachimie@live.fr

UN PLAN AMBITIEUX !

A la suite de l'incendie de Rouen, le gouvernement a publié un plan d'actions qui intègre une révision de textes réglementaires sur Seveso, les entrepôts et les liquides inflammables et la création d'un arrêté ministériel relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée.

France Chimie s'est mobilisée pour disposer d'une réglementation proportionnée et pragmatique. Toutefois, le plan est ambitieux et concerne environ 5000 sites pour un montant de 3 milliards d'euros pour tous les secteurs économiques. Les entreprises de la Chimie vont investir 450 millions d'euros pour renforcer la sécurité des entrepôts et des stockages sur les sites industriels sur 5 ans.

POUR SUIVRE LES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT

France Chimie restera très impliquée dans cette nouvelle étape d'explication, de rédaction de documents. D'ici la fin 2020 / début 2021, l'organisation a pour objectifs de :

- diffuser une campagne de formation auprès des adhérents (compréhension du périmètre et des exigences réglementaires), organiser une journée générale conjointe avec la DGPR sur tous les textes et des webinaires par sujet en complément ;
- rédiger six circulaires techniques pédagogiques sur tous les textes publiés et répondre aux questions opérationnelles des adhérents via une FAQ à compléter en 2021 sous forme de circulaire ;
- mettre en place un groupe de travail pour rédiger le guide professionnel sur les fumées incendie (guide à portée réglementaire),
- participer à la rédaction des deux guides techniques prioritaires : mise à jour des guides AFIOLOG (entrepôts)

et guide sur l'arrêté liquides inflammables.

A moyen terme (2021 et au-delà), France Chimie poursuivra les actions de formation et d'accompagnement des adhérents, les travaux sur le guide « *fumées incendie* », la mise à jour des textes réglementaires pour les sites « Déclarés et Enregistrés », ainsi que la mise en place du groupe de travail « *Guide protocole incendie sur les réservoirs mobiles fusibles* » en collaboration avec la Fédération française des Assurances et autres secteurs économiques.

PROMOUVOIR LES MEILLEURES PRATIQUES

D'autres sujets connexes ont été identifiés :

- définir les lignes directrices sur le format du rapport des Assureurs qui sera tenu à disposition des inspecteurs des installations classées ;

- réviser l'instruction de 2017 sur la mise à disposition du public de plus de données qu'initialement prévues par cette instruction ;
- refondre l'instruction Lubrizol de 2013 en introduisant le volet fumées incendie/POI (Plan d'Opération Interne) et réviser les circulaires techniques France Chimie associées.

Enfin, les fédérations France Chimie, l'Union TLF et l'association AFIOLOG ont décidé de se mobiliser pour promouvoir les meilleures pratiques pour le stockage et la logistique des matières inflammables ou combustibles.

Dans ce cadre, France Chimie va déployer le système d'audit européen (SQAS), relatif à la qualité et la sécurité, dédié à la gestion des entrepôts.

Philippe Prudhon
Directeur des affaires techniques
France Chimie

SOCIAL

Du jour au lendemain, le 18 mars 2020, Messer France a vu 70% de ses effectifs basculer en télétravail alors que 30% des collaborateurs continuaient à produire, conditionner et livrer nos gaz pour nos clients industriels, agro-alimentaires et médicaux en demande effrénée d'oxygène pour les malades de la COVID-19.

Cette expérience inédite de télétravail a montré la capacité d'adaptation des salariés et de l'organisation.

Pour autant, cette nouvelle façon de travailler a-t-elle vocation à devenir la norme ?

Si la question ne se pose pas pour nos itinérants qui ont déjà l'habitude de jongler entre leurs différents lieux de travail (bureau, maison, site client, hôtel), elle se pose pour les fonctions traditionnellement sédentaires.

Elle se pose car ces sédentaires ont démontré leur capacité à travailler à distance, à mener avec performance leurs missions mais aussi car la société évolue : développement du digital, évolution des pratiques et rythmes professionnels, arrivée des milléniums, protection de l'environnement, etc.

Pour autant, le télétravail doit-il ou peut-il devenir la norme dans notre monde industriel « *brick and mortar* » en opposition avec le monde des « *pure players* » digitaux ?

RÉFLÉCHIR POUR FIXER UN CADRE

Chez Messer France, ces évolutions nous avaient déjà amenés à réfléchir sur la nécessité de fixer un cadre au télétravail au-delà des libertés dont bénéficient les cadres forfaits jours.

Les périodes de confinement ont renforcé cette nécessité d'y réfléchir et de poser un cadre plus global.

Au cours de nos échanges, nous avons validé le principe du té-

UNE EXPÉRIENCE INÉDITE

létravail mais nous avons aussi clairement convenu que celui-ci ne pouvait pas être la base d'une nouvelle organisation du travail et que les lieux naturels de travail - se situaient bien dans les différents établissements Messer France pour des raisons :

- d'acculturation à la communauté de travail ;

le télétravail doit-il ou peut-il devenir la norme ?

- d'efficacité professionnelle dans la mesure où Messer France est une entreprise industrielle dans laquelle tous les collaborateurs ne peuvent pas et ne veulent pas travailler à distance.

Mais au-delà de cette déclaration d'intention commune et des échanges sur les évolutions sociétales, nous sommes très vite revenus à des sujets très opérationnels et légaux.

DÉFINIR LES CONDITIONS DE LA « CONFIANCE »

En effet, la définition légale ne permet pas de mettre en œuvre concrètement le télétravail car elle ne fixe pas précisément les conditions d'exercice (nombre de jours, lieu, délais de prévenance) et que le débat tourne très vite autour de la question de l'indemnisation du télétravail alors même que ce sujet ne répond pas aux demandes de fond des salariés. Cela reste une question de rhétorique syndicale dès lors que l'entreprise ne réduit pas ses espaces de travail.

Et surtout, la définition légale ne met pas en avant la valeur essentielle sans quoi le télétravail ne peut exister à savoir « la confiance ». L'enjeu véritable de la négociation est de définir les conditions de cette « confiance » afin de faire mentir l'adage « *loin des yeux, loin du cœur* ».

Marc Charpy
Directeur Ressources Humaines
Messer France

La médecine préventive est définie, selon l'OMS, comme l'ensemble des mesures visant à éviter ou réduire le nombre et la gravité des maladies, des accidents et des handicaps.

Les grands thèmes de médecine préventive sont les maladies cardiovasculaires, les maladies métaboliques (surpoids, diabète), et certains cancers.

RÉDUIRE LES FACTEURS DE RISQUE

La prévention primaire consiste en des mesures destinées à la population générale pour réduire les facteurs de risque de survenue d'une maladie.

Il s'agit principalement des mesures hygiéno-diététiques relayées par les médias, la communication du ministère de la santé, les médecins généralistes ou à l'occasion d'un bilan de santé. Les principales mesures sont connues de tous comme par exemple l'arrêt du tabac, la limitation de la consommation

d'alcool (il est admis que la consommation d'alcool ne doit pas dépasser 10 verres de vin par semaine avec 2 jours par semaine d'abstinence), la lutte contre le surpoids et l'obésité, la lutte contre la sédentarité en conseillant une activité physique régulière.

RÉALISER LES EXAMENS CIBLÉS

La prévention secondaire consiste, en plus des conseils de prévention primaire, à la réalisation d'examens ciblés sur certaines maladies. Le choix des maladies dépistées repose sur une population ciblée et concerne des maladies fréquentes pour lesquelles le traitement des formes précoces est efficace et l'examen proposé dénué d'effet secondaire.

Le dépistage des maladies cardiovasculaires repose sur :

- L'évaluation des facteurs de risque (âge, hérédité, tabac, sédentarité, stress, surpoids, diabète, hypercholestérolémie) ;
- Les examens (outre le bilan biologique) sont principalement représentés par l'électrocardiogramme (ECG), le test d'effort et selon les facteurs de risque et les résultats de l'ECG et/ou du test d'effort sur le score calcique.

L'analyse de l'ensemble de ces éléments permettent de donner des conseils d'ordre hygiéno-diététiques, de réaliser des examens plus invasifs (coroscaner, coronarographie), de prescrire des traitements voire des interventions (stent, dilatation, chirurgie).

Le dépistage en cancérologie concerne certains cancers dont la fréquence est importante et dont le traitement des formes précoces est efficace. Ce dépistage repose sur des examens dont le choix dépend principalement

des antécédents familiaux du patient.

Les principaux cancers dépistés sont :

- Le cancer du côlon (recherche de sang dans les selles, coloscopie notamment en cas d'antécédent familial) ;
- Le cancer du sein (mammographie, échographie) ;
- Le cancer de la prostate (toucher rectal, dosage du PSA) ;
- Le cancer du col utérin (frottis).

ATTÉNUER LES COMPLICATIONS

La prévention tertiaire consiste en les actions permettant de réduire la progression et les complications d'une maladie avérée

En conclusion, la médecine préventive a, au cours des dernières années, pris une place prépondérante en améliorant la qualité de vie tant à l'échelon individuel que collectif.

Docteur Guy Scemama
Directeur médical
CIEM

BRÈVES

AGENDA SSE

Le Département SSE vous propose les rendez-vous suivants :

- Transport de matières dangereuses et Brexit, le 10 février ;
- Bilan 2020/Priorités 2021 avec la DRIEE le 9 mars ;
- Rencontre avec la DIRECCTE en avril (date à venir) ;
- Culture de Sécurité : présentation du guide le 19 mai ;
- Financements / subventions pour vos projets SSE le 10 juin.

Information et inscription :
p.humily@chimie-idf.fr

FORMATION CCNIC

« **Durée et l'Aménagement du temps de travail dans les industries chimiques** » :

- le 8 avril à Puteaux (Ile-de-France), (en cas de nécessité en visio les 8 avril a-m et 9 matin) ;

- le 10 juin en présentiel à Lille (Nord-Pas-de-Calais) (en cas de nécessité en visio les 10 juin a-m et 11 matin) ;

« **CCNIC : ses spécificités** » :

- le 2 février à Puteaux (Ile-de-France) (en cas de nécessité en visio les 1er fév. a-m et 2 matin) ;
- le 4 février à Bordeaux (Aquitaine), (en cas de nécessité en visio les 3 fév. a-m et 4 matin) ;
- le 18 mars à Strasbourg (Grand-Est), (en cas de nécessité en visio les 17 mars a-m et 18 matin) ;
- le 6 mai à Orléans (Centre-Val-de-Loire), (en cas de nécessité en visio les 5 mai a-m et 6 matin) ;

Information et inscription :
inscription@afcic.org

ABONNEZ-VOUS EN 2021 !

Bénéficiez des publications mensuelles élaborées par le Département Social : les 100 Fiches Techniques, les 47 Brèves Jurisprudentielles, les Arrêts Majeurs et les Chiffres Utiles, ainsi que des simulateurs de calcul des indemnités conventionnelles de rupture du contrat de travail.

Afin de vous accompagner au mieux durant la crise sanitaire et économique actuelle, nous nous attachons, en priorité, à créer ou mettre à jour nos outils au fur et à mesure des dispositions sociales prises par les pouvoirs publics (activité partielle, APLD, accord de performance collective, licenciements économique, RCC...).

Abonnement :
compilationsociale.chimie-idf.fr

ALTERNANTS CHIMIE ÎLE-DE-FRANCE

	31/12 2019	03/12 2020
Professionalisation	1057 réel	598
Apprentissage	1000 estimation mini	1584
Total	2000	2182 (+9%)

Source : AR2I Île-de-France

MERCI POUR VOTRE SOUTIEN !

Plus de 590 000 « vues » ont été enregistrées cette année sur les réseaux sociaux au bénéfice des actions menées par France Chimie Ile-de-France. Continuez à suivre en temps réel toute notre actualité sur les réseaux sociaux Twitter et LinkedIn.

Contact :
t.lecoeur@chimie-idf.fr